

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Maganga Moussavou solidaire des populations logovéennes et altogovéennes

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

Le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, était mardi face aux

hommes et femmes des médias, dans le cadre de son habituel "Forum de la presse". C'était au siège de sa formation politique sis à l'Ancienne-Sobraga. Occasion pour l'ancien vice-président de la République d'Ali Bongo Ondimba de revenir

sur plusieurs sujets d'actualité. Ainsi il a, entre autres, exprimé ses regrets quant à la situation que vivent les populations des provinces de l'Ogooué-Lolo, du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Ivindo, depuis l'interruption du trafic ferroviaire suite à un glissement de terrain ayant endommagé la voie ferrée. Non sans déplorer que le président de la République n'ait pas abordé le sujet dans son adresse à la Nation le 31 décembre 2022.

Évoquant l'annonce faite par Ali Bongo Ondimba relative à la convocation prochaine d'une concertation de la classe politique, Pierre-Claver Maganga Moussavou a réitéré son "oui/mais". Selon lui, on peut se contenter d'une simple rencontre juste pour changer quelque chose dans le Code électoral que l'on soumettra ensuite aux deux Chambres du Parlement. Ce qui ne nécessitera pas d'énormes dépenses. Pour le leader du PSD,



Photo: Jocelyn Abitia

Le leader du PSD face à la presse lors du « forum de la presse. »

"on n'a pas besoin de dilapider de l'argent dans l'organisation d'une grand-messe politique, car cet argent on en a besoin pour construire les routes, on en a besoin pour améliorer les conditions de vie des populations vouées à la souffrance".

Autre sujet évoqué, la

problématique de la candidature unique de l'opposition. L'homme estime que le peuple gabonais "est suffisamment mature, car depuis 1993, il a toujours su choisir un candidat dans l'opposition qui arrive toujours en tête de l'élection devant une pléthore de candidats".

Le chef de l'Etat reçoit les vœux de la Nation à partir d'aujourd'hui

APRÈS les diplomates étrangers et les Forces de défense et de sécurité, le tour reviendra demain aux autres forces vives du pays.



Photo: DR/L'Union

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, répondant aux vœux des ambassadeurs, en 2020.

O. N.
Libreville/Gabon

L'année 2023 ne dérogera pas à la tradition ! La présentation des vœux au président de la République et à son épouse aura bel bien lieu. Et cela, dès ce jeudi, et cela poursuivra demain vendredi. Ce sera à la faveur des cérémonies organisées au palais de la présidence de la République.

Comme souvent, le corps diplomatique ouvrira le bal ce matin. Occasion pour le doyen dudit corps diplomatique, au-delà de la formulation des vœux proprement dite, de revenir sur les principales questions ayant marqué l'actualité internationale. Tout comme, il devrait évoquer l'intense activité diplomatique déployée par le chef de l'Etat au cours de l'année 2022.

Toujours ce jeudi, à la suite des diplomates et après la réponse du chef de l'Etat, le tour reviendra aux Forces de défense et de sécurité. Notamment la Gendarmerie nationale, les Forces armées gabonaises, la Garde républicaine, les Forces de police nationale, et la Sécurité pénitentiaire.

La cérémonie de vendredi, quant à elle, devra faire place au gouvernement, au Sénat, à l'Assemblée nationale à la Cour constitutionnelle, au Conseil économique, social et environnemental (CESE), à la mairie, aux confessions religieuses et à toutes les autres forces vives de la Nation.

Il faut souligner que comme à l'accoutumée, le président Ali Bongo Ondimba aura également à répondre, au nom de sa famille et au sien propre, aux différents vœux pour eux formulés par tous les intervenants.

Dialogue politique : Le CLR partant !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

SUITE à l'annonce d'un dialogue politique, par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, dans sa présentation des vœux à la Nation, les acteurs politiques continuent de réagir. Hier, c'est Jean-Boniface Assélé, président fondateur du Centre des libéraux réformateurs (CLR) qui a marqué son accord à la décision du numéro un gabonais de réunir la classe politique gabonaise dans un contexte 2023 d'organisation des élections générales (présidentielle, législatives et locales). Aux yeux du général de police à la retraite, "le dialogue est la règle en République". Car, poursuit-il, celui-ci reste "et demeure la seule voie pour échanger et se comprendre dans le but d'apaiser les tensions et de dissiper les malentendus". Non sans déclarer, provocateur, que l'opposition n'existe pas, mais des "compatriotes mécontents." Pour l'occasion, Jean-Boniface



Photo: BANDOMA/L'Union

Jean-Boniface Assélé, président du CLR.

Assélé n'a pas manqué de remercier le chef de l'Etat. "Il pourra compter sur le Centre des libéraux réformateurs pour l'accompagner et apporter sa modeste contribution à la réussite de ce projet", a-t-il promis. À noter que le CLR est la deuxième force politique de la Majorité républicaine pour l'émergence, groupement des

partis politiques (conduit par le P.-D.G.) soutenant l'action politique du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Fidèle allié du parti au pouvoir, le PDG, le président fondateur du CLR entend jouer un rôle majeur lors de la tenue de ces retrouvailles de la classe politique gabonaise dont la date reste à déterminer.